

Un accord de vérification « à cieus ouverts », serait sur le plan politique un acte positif qui permettrait de soumettre à une inspection détaillée et indiscrete les activités d'une nation — une ouverture symbolique des portes. Une nation pourrait prouver par ce geste clair et sans équivoque que ses intentions ne sont nullement agressives.

Un tel régime de surveillance permettrait à tous les membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie de participer pleinement à la vérification des accords de contrôle des armements.

La rapidité avec laquelle vont les négociations en vue d'un accord de contrôle des forces classiques proposé par M. Bush et appuyé par les participants au sommet de l'OTAN ajoute de l'importance à ce concept de vérification « à cieus ouverts » dont la simplicité permettrait d'y recourir facilement dès l'intervention d'un accord.

Seuls les grands pays ont des satellites dans l'espace. Pourtant, si nous voulons le contrôle des armes classiques en Europe, il est essentiel que toutes les parties à l'accord aient la possibilité d'assurer le public que, selon elles, ces accords sont bien respectés et que sa sécurité n'est pas menacée.

Il n'est pas acceptable sur le plan politique de s'en remettre uniquement à la bonne volonté et au jugement d'une autre nation. Les États-Unis ne le feraient pas et ne s'attendent pas, ainsi qu'en témoigne leur proposition, à ce que leurs alliés le fassent.

Ce concept imposerait le « glasnost » au niveau des débats publics concernant l'application des accords de contrôle des armements. Il a fallu de longues années de débats avant de pouvoir publier des photos du radar de Krasnoïarsk en Union soviétique. Les nations refusent en effet, pour des raisons de sécurité nationale, de publier des photos prises par satellite.

Cette règle ne doit pas nécessairement s'appliquer aux prises de vues obtenues au moyen de la surveillance aérienne — en particulier aux photos prises à basse altitude. Le fait que ce genre de preuve existe ne peut que favoriser les débats publics concernant les activités militaires des pays du Pacte de Varsovie et le respect par ces pays des mesures de contrôle des armements.

La surveillance serait plus fiable. Elle ne serait plus menacée par une défaillance possible d'un satellite dont le remplacement exige aujourd'hui plusieurs années.

La vérification d'un accord de contrôle des armes classiques, notamment si les forces de défense doivent faire l'objet de réductions substantielles, exigera une surveillance continue afin d'empêcher le renforcement rapide des forces militaires et de persuader le public qu'aucun plan d'attaque par surprise n'est en cours. Si nous restons tributaires d'une défaillance technique de nos moyens de surveillance pendant des périodes relativement prolongées, notre confiance dans ces accords diminuera.

Par ses initiatives, Mikhaïl Gorbatchev a donné une preuve de l'engagement qu'il a pris d'améliorer les relations Est-Ouest. Il a proposé de faire plus et a présenté une vaste série de propositions en vue d'améliorer encore ces relations. Le président Bush lui a sagement demandé de créer les conditions qui nous permettraient de progresser ensemble sans mettre en danger la sécurité et de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. □

Le Premier ministre en faveur de la proposition du Président Bush



Le très honorable Brian Mulroney, Premier ministre.

Le premier ministre Brian Mulroney a accueilli favorablement aujourd'hui la proposition du Président Bush de conclure un accord d'ouverture des espaces aériens.

« Cette idée, a-t-il dit, a surgi pendant nos rencontres avec le Président et le Secrétaire d'État James Baker et nous avons suggéré que M. Bush étudie la possibilité d'y associer d'autres membres de l'Alliance. »

Le Premier ministre a fait savoir que le Canada serait disposé à adhérer à un accord qui permettrait le survol du territoire canadien par des avions non armés moyennant un court préavis. « Ce projet, a-t-il dit, témoigne de la volonté de l'Ouest d'appliquer une politique de transparence et de l'intérêt que nous portons depuis longtemps au contrôle des armements et à la coopération pacifique avec les pays de l'Est. »

M. Mulroney a fait observer qu'un tel accord pourrait offrir d'importants avantages en ce qui a trait à la vérification du respect des accords de contrôle des

armements, particulièrement pour les États qui ne possèdent pas de dispositif de surveillance par satellite. Il serait également avantageux pour les superpuissances en ce que les survols par des avions seraient moins prévisibles que les survols par des satellites.

Le premier ministre Mulroney a vivement encouragé les alliés de l'OTAN à s'associer à cette initiative. Le Canada va en outre s'appliquer activement à susciter une réaction positive de la part de l'Union soviétique et de ses alliés du Pacte de Varsovie. □

Fonctionnaires canadiens en Europe de l'Est

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a annoncé que des fonctionnaires de son ministère et du ministère de la Défense nationale se rendraient à Prague, en Tchécoslovaquie, le 6 juin et à Varsovie, en Pologne, le 8 juin 1989. La délégation, dirigée par John Noble, directeur général de la Sécurité internationale et du contrôle des armements, se rendra à Prague et à Varsovie pour faire le point sur l'évolution récente des dossiers du désarmement.

M. Clark a fait remarquer que de telles visites réciproques font couramment partie du dialogue engagé par le Canada avec plusieurs pays d'Europe de l'Est au sujet de ces dossiers. Les représentants canadiens tiennent également des consultations régulières sur le contrôle des armements et le désarmement avec leurs homologues soviétiques et américains ainsi qu'avec les pays alliés membres de l'OTAN et certains pays non alignés. □